

Della Briotta

dont je ne suis, pour le moment, pas en mesure d'apprécier l'importance, mais que M. Jahn — tout me porte à le croire — n'a pas énumérés sans en avoir auparavant vérifié le bien-fondé. Personnellement, je crois devoir souligner qu'il est indispensable, notamment en matière de politique de l'environnement, de voir les choses avec suffisamment de réalisme. Il est, sans aucun doute, possible de justifier valablement le retard et la non-réalisation de certains projets ; mais ce n'est pas une raison pour renoncer à faire, ici, une critique constructive qui peut contribuer à écarter les obstacles — qui existent assurément — et qui doit inciter la Commission à progresser dans ses travaux.

Plus que les problèmes présentant un caractère particulier ce qui m'inquiète, c'est que l'on tarde tant à appliquer le principe « pollueur-payeur », point de départ de toute action de lutte contre la pollution. Nous avons conscience des difficultés que cela représente ; mais si nous voulons parvenir à une législation plus élaborée, nous ne pouvons nous borner à procéder par voie de recommandations, ainsi que M. Noë nous le rappelait très justement tout à l'heure ; et puis, lorsque l'on affirme que le pollueur doit payer, on sait qu'en fin de compte c'est le consommateur de la Communauté qui paie. Nous devons donc nous faire à l'idée qu'un environnement plus propre peut justifier — en dépit de la période de restrictions économiques dans laquelle nous nous trouvons actuellement — une augmentation du prix des produits industriels, du prix des produits qui garnissent notre table.

Nous avons pris du retard dans le règlement des problèmes essentiels, tels que celui des ressources en eau, tels que la raréfaction de certaines ressources naturelles, tels que la protection de l'environnement naturel — indispensable sur un continent dont l'industrialisation est aussi poussée et la population aussi dense qu'en Europe.

Il nous faut faire un effort particulier pour mettre en œuvre une politique du territoire puisqu'une telle politique met en cause des intérêts, des problèmes, des législations, des traditions, une culture. En réalisant une telle politique, nous défendrons non seulement les intérêts économiques de nos pays, mais également l'histoire, la culture de la Communauté.

Je pense que, tout en reconnaissant à la Commission le mérite d'avoir osé porter le problème sur le devant de la scène à un moment extrêmement délicat, nous devons l'encourager par notre critique, nous devons lui apporter notre soutien, afin que le programme d'action en matière d'environnement, que nous avons approuvé et qui arrivera sans tarder à échéance, puisse être réalisé dans son ensemble, afin également que tout ce qui n'a pas été réalisé ou que les problèmes nouveaux ayant surgi au cours de cette période puissent être insérés dans le programme d'action qui sera lancé en 1976.

Je vous remercie, Monsieur le Président, de m'avoir donné la possibilité d'exprimer l'opinion du groupe socialiste, opinion qui, à mon avis, reflète largement le point de vue de la commission que je préside.

M. le Président. — La parole est à M^{me} Fenner, qui parlera au nom du groupe conservateur européen.

M^{me} Fenner. — (E) Monsieur le Président, très brièvement et, si j'ose me le permettre, étant donné ma qualité de membre relativement nouveau de la commission de la santé publique et de l'environnement, je dois dire que je n'en faisais pas partie au début de la mise en œuvre du programme d'action de l'année, que mon collègue M. Jahn espère manifestement voir achevé, en temps voulu, d'ici au 31 décembre. Mais, par les questions que j'ai posées lors de la dernière réunion de la commission, j'ai pleinement pris conscience du manque apparent d'information. J'ai, lors de la dernière réunion de la commission pris connaissance d'un sujet auquel M. Della Briotta, président, a fait allusion, à savoir l'issue favorable de la réunion du 7 novembre avec le Conseil de ministres. Le représentant de la Commission nous a appris qu'un calendrier avait en fait été soumis au Conseil, puis accepté. Mais nous ne disposons d'aucun renseignement concernant ce calendrier, et nous souffrons, me semble-t-il, chose étrange devant l'abondance de documents, d'une inadéquation de l'information concernant les problèmes rencontrés manifestement par la Commission à cet égard, ou concernant les progrès accomplis à ce jour dans certains des domaines auxquels a fait allusion M. Jahn.

Je ne puis bien entendu prétendre savoir si M. Jahn accueillera la suggestion faite par la Commission de nous voir procéder à des consultations et de ne pas aborder la longue liste de matières en suspens ce soir.

Je me contenterai de dire, en ce qui me concerne, en ma qualité de nouveau membre de la commission, que c'est au prix des plus grandes difficultés que j'ai obtenu du membre de la Commission un aperçu du calendrier adopté le 7 novembre.

Nous nous serions peut-être montrés moins critiques, je puis me hasarder à dire que la question de M. Jahn aurait pu être moins critique, si la commission avait disposé de plus amples renseignements.

M. le Président. — La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (I) Monsieur le Président, dans ma précédente intervention, j'avais demandé à M. Jahn s'il lui serait possible de retirer sa question orale de l'ordre du jour et de la présenter à un moment où le Conseil serait repré-

Scarascia Mugnozza

sentré et où l'hémicycle serait moins dégarni, afin que le débat puisse être approfondi davantage, afin, également, de connaître la liste de toutes les mesures qu'à son avis la Commission aurait dû prendre et qu'elle n'a pas prises, ce que je ne suis pas à même de vérifier en l'espace de quelques secondes.

Si je dis cela, ce n'est pas que je veuille éviter le débat, mais parce que j'ai la conscience parfaitement tranquille, étant certain d'avoir fait le nécessaire afin que le Parlement, et particulièrement la commission de la santé publique et de l'environnement, soient régulièrement informés des travaux de la Commission.

A titre d'information, j'aimerais ajouter à l'intention de M^{me} Fenner, que la seule chose que la Commission soit parvenue à faire adopter en temps utile après le sommet de Paris est le programme d'action en matière d'environnement, qui devait être adopté avant le 31 juillet 1973, ainsi que le prouve sa publication au Journal officiel du mois d'octobre 1973. Nous avons depuis lors — et cela ne fait guère plus d'une année — entrepris bon nombre de travaux, dont non seulement le Parlement, mais également la commission compétente ont été informés par deux documents que nous avons remis avant la fin de l'été à la commission, qui en a débattu en ma présence. Ces documents comprenaient un bilan de la situation, énuméraient les directives et les propositions présentées, signalaient les travaux en cours au sein de la Commission, et invitaient la commission parlementaire à aider la Commission exécutive à désigner les priorités sur lesquelles elle devait ensuite se prononcer.

Nous avons également abordé le problème du Rhin, et il me paraît quelque peu étrange qu'après les quatre déclarations que j'ai faites à ce sujet, la première observation de M. Jahn ce soir, porte sur le problème du Rhin. Mais que devrais-je ajouter de plus, puisque j'ai déjà répété à quatre reprises devant le Parlement que la Commission « s'était engagée à présenter le 31 mars 1975 une proposition au cas où la commission du Rhin ne fonctionnerait pas ? » La Commission exécutive a été invitée une première fois par la commission du Rhin ; elle a participé à ses travaux ; elle a constaté que la commission du Rhin commençait à fonctionner normalement ; elle a vu que l'on était parvenu à un accord relativement satisfaisant dans divers domaines, qu'il ne restait qu'un problème grave à résoudre, celui des sels que l'on ne sait où entreposer, étant donné que c'est en kilomètres carrés de quais que l'on évalue la surface nécessaire, que le problème du Rhin est avant tout un problème de politique intérieure allemande puisque le gouvernement fédéral n'est pas habilité à contrôler les Länder, soumis à une législation à part. Après avoir exposé tout ceci à quatre reprises devant le Parlement, et après avoir pris sur moi la responsabilité de déclarer que, si à la fin de l'année en cours ou au début de l'année prochaine, la commission du Rhin ne fonctionnait pas, la Commission exécutive interviendrait parce qu'à ce moment-là, il y aurait effecti-

vement carence, je suis étonné de voir que la première remarque qui m'est adressée concerne le problème du Rhin.

Dois-je en déduire, Monsieur le Président, qu'il est parfaitement inutile de venir s'adresser à l'Assemblée ou à la commission parlementaire, étant obligé, après quatre interventions, de répéter la même chose. Et je limiterai à cette question mon intervention, parce que n'ayant pas sous la main la liste de tous les points que M. Jahn a énumérés, je ne puis dire si la Commission a effectivement présenté ou non des propositions.

Je suis certain que M. Jahn ne nourrit pas de mauvaises intentions envers la Commission, parce que nous avons toujours conçu du respect l'un pour l'autre et toujours travaillé en étroite collaboration. Je suis certain que M. Jahn a voulu, aujourd'hui, mettre en évidence les difficultés contre lesquelles nous nous débattons pour sauvegarder l'environnement communautaire, parce que nous manquons et de personnel et de moyens. C'est un fait, mais il est inutile d'en discuter à une heure aussi tardive, où ce débat est condamné à rester sans écho et où le Conseil, l'institution directement responsable, est absent. C'est pourquoi, Monsieur le Président, je voudrais prier M. Jahn, d'une part de me faire parvenir la liste qu'il a entre les mains et dont je n'ai pas saisi le contenu afin que je puisse y répondre, d'autre part de renvoyer le débat à un moment où des responsables du Conseil seront présents et où un vaste débat pourra s'engager.

Je ne redoute, pour ma part, nullement un tel débat, ni même les critiques du Parlement parce que je serai en mesure de prouver ce qu'en peu de mois, en l'espace d'une année seulement, et avec un personnel restreint, la Commission a su accomplir.

M. le Président. — La parole est à M. Jahn.

M. Jahn. — (D) Monsieur le Président, chers collègues, je déplore, moi aussi, que nous soyons en si petit nombre, mais je me suis déjà trouvé dans cette situation hier et avant-hier où j'ai, chaque fois, fait office de dernier orateur ; c'est pourquoi je ne suis pas disposé ce soir — et je le regrette — à accepter, ainsi que je l'ai fait ces deux derniers jours, une nouvelle suspension du débat.

Je dirai ceci : je crois que M. Scarascia Mugnozza m'a mal compris. Je crois — et vous êtes tous d'accord avec moi sur ce point — que l'Assemblée est un organe au sein duquel nous devons pouvoir exercer une critique constructive lorsque nous le jugeons nécessaire. Je remercie mes collègues Fenner et Della Briotta d'être intervenus sur la question que j'ai soumise au débat de ce soir.

Monsieur le Vice-Président, je ne comprends pas pourquoi vous vous évertuez à ne pas me répondre. J'ai posé des questions à la Commission dont je n'ai